



BUREAU
INTERNATIONAL
DES DROITS DES ENFANTS

INTERNATIONAL
BUREAU
FOR CHILDREN'S RIGHTS

OFICINA
INTERNACIONAL DE
LOS DERECHOS DEL NIÑO

Un engagement passé sous silence...

Par Nadja Pollaert

**Directrice générale du Bureau international des droits des enfants
(IBCR)**

Le 1^{er} décembre dernier, Gil Courtemanche signait dans *Le Devoir* une réplique cinglante au témoignage du Cardinal Ouellet devant la Commission Bouchard-Taylor. En s'indignant que l'on puisse encore s'interroger sur la place de l'Église et de son « club de vieillards frileux » dans notre société laïque, il a eu recours à un argumentaire manichéen – proche, dans son esprit, de celui du M^{gr} Ouellet ! – tout à fait indigne de l'analyste attentif et nuancé qu'il est généralement. En s'attaquant à l'institution entière, il condamne avec elle toutes les personnes dévouées qui, au nom de leur foi, en Dieu, bien sûr, mais surtout en l'être humain, se dévouent sans relâche pour éclairer la vie des laissés-pour-compte. Il oublie qu'alors que l'on sortait les religieuses de nos écoles et de nos hôpitaux par la grande porte, on continuait à faire appel à leurs communautés pour intervenir auprès des plus démunis. Il oublie que, si on ne les entend jamais dans ce grand débat sur la place de la religion à l'école et dans la sphère publique, c'est parce qu'elles y sont encore, travaillant quotidiennement sur la rue, dans les refuges, auprès des moins nantis de notre société.

Alors qu'on s'interroge sur la pertinence de l'intervention des institutions religieuses et de leurs membres dans notre espace public constitué principalement de non-pratiquants, mes pensées vont vers ces 215 congrégations religieuses catholiques du Canada qui, depuis près de 400 ans, fondent leur engagement communautaire sur cette foi même qui nous est si taboue. Hypocrisie ou simple ignorance? On préfère fermer les yeux plutôt que de risquer d'introduire un élément de plus dans l'argumentaire binaire et simpliste actuel sur la place de la religion dans notre société. Il est grand temps que l'on prenne conscience du rôle crucial et constant des membres de ces congrégations religieuses dans la société québécoise, ne serait-ce que pour introduire un peu de nuance dans un débat trop souvent acrimonieux.

De longue date, les communautés religieuses ont donné une impulsion décisive à l'action sociale au Québec, s'investissant dans des secteurs comme la santé et l'éducation, bien sûr, mais aussi auprès des personnes âgées, des familles isolées, des itinérants et des femmes battues. Solidaires de la réalité des sans voix, des exclues et des opprimées, elles ont choisi de consacrer leurs ressources humaines, matérielles, financières et spirituelles à la dignité de femmes et d'hommes souvent sans recours. Par leur temps et leur dynamisme, par leur don de soi et leur compétence humaine, elles ont acquis une expérience qui transcende les époques et dont la constance n'est rien de moins qu'étonnante. À tous ces êtres à qui elles viennent en aide, elles offrent les mêmes cadeaux : de l'écoute, du temps et de l'empathie.



BUREAU
INTERNATIONAL
DES DROITS DES ENFANTS

INTERNATIONAL
BUREAU
FOR CHILDREN'S RIGHTS

OFICINA
INTERNACIONAL DE
LOS DERECHOS DEL NIÑO

Les exemples de leur contribution à la collectivité sont multiples et variés mais celle-ci a toujours tourné autour du seul objectif d'apporter un soutien à celles et à ceux qui en ont le plus besoin. Actives auprès des jeunes, plusieurs offrent des services d'accompagnement éducatif aux enfants en difficulté, fournissant une aide aux devoirs et s'efforçant de prévenir le décrochage scolaire. Dans les organismes jeunesse ou de la petite enfance, des sœurs épaulent les jeunes en situation de crise et favorisent leur bon développement par des activités valorisantes, des ateliers les amenant à s'exprimer, ou simplement en dispensant des collations et des repas à ceux qui n'en auraient pas autrement. Plusieurs religieuses choisissent de s'installer au cœur des quartiers les plus défavorisés, allant au-devant des jeunes de la rue pour leur offrir un soutien aussi apprécié qu'indispensable. Elles accueillent des femmes en difficulté en leur donnant un lieu de résidence fiable et sécuritaire et en leur prêtant une oreille attentive. Des sœurs infirmières ou pharmaciennes travaillent bénévolement dans des centres de santé ou des hôpitaux; elles servent de personnes-ressources auprès de jeunes mères, d'accompagnatrices pour les malades sans famille, offrent une aide spirituelle aux personnes atteintes du SIDA ou en phase terminale. D'autres visitent les détenus dans les établissements correctionnels et assurent le transport de leur famille pour les heures de visite. Elles ont mis en place des programmes de solidarité visent à faciliter l'accueil et l'intégration des immigrants et des réfugiés en leur fournissant un soutien dans la recherche d'un logement, l'insertion à l'emploi et l'apprentissage du français; des expériences d'immersion chez différentes nations autochtones sont aussi organisées dans une optique d'échange et de partage. Les communautés religieuses sont également très engagées auprès des personnes âgées ou handicapées, offrant des services de « popotte roulante », de transport et d'accompagnement; elles gèrent également des complexes d'habitation pour personnes retraitées, autonomes ou semi-autonomes afin d'assurer sur place une présence attentive à leurs besoins et au respect de leurs droits.

Actives localement, plusieurs de ces communautés font partie de réseaux internationaux ce qui facilite l'organisation d'actions concertées et de projets de grande envergure : du développement international au plaidoyer auprès des gouvernements. Leur participation à la Marche mondiale des femmes a été vivement appréciée au Québec et ailleurs, où elles ont contribué à la mobilisation des femmes les plus difficiles à rejoindre. De concert avec d'autres confessions religieuses, elles ont une influence incontestable quant aux choix de société.

Depuis 2001, la priorité d'action de l'Union internationale des supérieures générales est la lutte contre la traite des femmes et des enfants. Partout dans le monde, les communautés locales, dont celles du Québec, coordonnent leurs activités pour tenter d'améliorer le soutien offert aux victimes. Les communautés appuient de multiples initiatives en la matière dont celles du Bureau international des droits des enfants, basé à Montréal.



BUREAU
INTERNATIONAL
DES DROITS DES ENFANTS

INTERNATIONAL
BUREAU
FOR CHILDREN'S RIGHTS

OFICINA
INTERNACIONAL DE
LOS DERECHOS DEL NIÑO

Bénévolement, en se servant de fonds qu'elles gèrent avec prudence et responsabilité, ces communautés religieuses travaillent sans relâche auprès des gens les plus vulnérables qui, sans elles, seraient laissés à eux-mêmes. À la base de ce dévouement, il y a un don total de soi. Toutes ces sœurs qui travaillent sans relâche ont droit à notre respect et à notre gratitude. Le soutien communautaire et toutes les actions pour la justice sociale seraient impensables sans elles à nos côtés. Alors que nous nous apprêtons à fêter Noël, une fête du partage et de solidarité humaine, il faut remercier les sœurs d'incarner de tels idéaux tous les jours...